

Département de Loire-Atlantique
Arrondissement de Châteaubriant
Commune de Notre-Dame-des-Landes

Extrait du registre des délibérations
SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 19 septembre 2017

L'an deux mille dix-sept, le 19 septembre, à vingt heures trente, le conseil municipal de NOTRE-DAME-DES-LANDES, convoqué le 7 septembre 2017 s'est réuni à la mairie sous la présidence de Monsieur Jean-Paul NAUD.

Nombre de conseillers en exercice : 17

Nombre de conseillers présents : 15

Nombre de conseillers représentés : 2

Etaient présents : Marie-Odile FOUCHER, Myrtille GOUPIL, Sophie HERAULT, Isabelle KHALDI-PROVOST, Caroline LECLERC, Dany LECOQ, Patrick MAILLARD, Pierrick MARAIS, Nathalie MARAIS-CHARTIER, Ghyslaine MORTIER-DORIAN, Jean-Paul NAUD, Philippe OLIVIER, Laurent PAPIN, Jean-Yves SOUDY, Yannick TOULOUX,

Absents :

Excusés : Isabelle DUGAST, Bruno SIEBENHUNER,

Pouvoirs :

Mme Isabelle DUGAST donne pouvoir à M. Jean-Paul NAUD pour la représenter,

M. Bruno SIEBENHUNER donne pouvoir à Mme Isabelle KHALDI-PROVOST pour le représenter

Secrétaire : Mme Nathalie MARAIS-CHARTIER

Monsieur le Maire ouvre la séance et propose aux membres du Conseil Municipal d'adopter le compte rendu du conseil municipal du 4 juillet 2017. Le conseil municipal approuve le compte-rendu à l'unanimité des membres présents ou représentés.

A la demande de M. Patrick MAILLARD, les points relatifs à la présentation des rapports d'activités financiers 2016 de la Nantaise des Eaux et de la SAUR sont reportés à l'ordre du jour du conseil municipal du 23 octobre 2017.

A la demande de Mme Caroline LECLERC, le point relatif à la présentation du compte-rendu financier annuel 2016 de la ZAC des Tannerettes est reporté à l'ordre du jour du conseil municipal du 23 octobre 2017.

Ordre du jour :

- Multi-accueil : choix de l'assistant à maîtrise d'ouvrage pour déterminer le mode de gestion de la structure et assurer sa mise en oeuvre
- Affaires scolaires : convention relative à l'utilisation des centres aquatiques de Nort-sur-Erdre et de Grandchamp-des-Fontaines/Treillières
- Enfance-jeunesse : création d'un conseil de jeunes
- Marchés publics : mise en place d'un groupement de commande pour l'achat de fournitures administratives
- Finances : décision modificative sur le budget
- Finances : demande de subventions pour la construction du multi-accueil
- Finances : attribution des subventions pour l'année 2017
- Foncier : cession d'un délaissé communal au Brédéloup
- Foncier : conditions de vente de la parcelle K 1059 à la société VIABILIS Aménagement
- Urbanisme : Droit de préemption urbain
- Présentation du rapport d'activités 2016 de la Communauté de Communes d'Erdre et Gesvres
- Eau potable : présentation du rapport d'Atlantic'eau sur le prix et la qualité de l'eau
- Affaires diverses

Multi-accueil : choix de l'assistant à maîtrise d'ouvrage pour déterminer le mode de gestion de la structure et assurer sa mise en œuvre

Contexte

La commune de Notre-Dame-des-Landes a engagé la construction d'un multi-accueil de 14 places avec une ouverture du service fixée en septembre 2018 en affermissant la 3^{ème} tranche de la construction du Pôle Enfance Jeunesse lors du conseil municipal du 27 mars 2017.

La collectivité ne disposant pas de personnel pour gérer ce service petite enfance en régie, elle envisage de lancer une procédure de Délégation de Service public pour la gestion de ce futur multi-accueil.

Cette procédure nécessite que la commune de Notre-Dame-des-Landes soit accompagnée par un assistant à maîtrise d'ouvrage spécialisé dans le domaine juridique et financier et ayant une bonne maîtrise de la négociation et de la rédaction de contrat de Délégation de Service Public.

Aussi, une consultation a été lancée pour les missions suivantes :

- Rédaction de l'argumentaire sur le choix du mode de gestion,
- Rédaction du Dossier de Consultation des Entreprises,
- Analyse juridique, technique et financière des candidatures et des offres,
- Animation des négociations,
- Finalisation du contrat avec le candidat retenu.

I. Consultation

4 cabinets ont été consultés le 11 juillet 2017 par courrier.

Le retour des offres était demandé pour le 4 août 2017.

II. Réception des offres

3 offres ont été réceptionnées.

| N°ordre | 1 | 2 | 3 |
|-----------------|-------------------------|---------------------------|--------------------------------------|
| Nom du Candidat | Omnis public | Conseil Espéla | Stratégie et gestion publique |

III. Analyse des candidatures

Les trois candidats ont des références et des compétences qui légitiment le dépôt de leur offre.

IV. Analyse du mémoire technique

Le candidat n°1 n'a pas analysé avec attention l'objet de la consultation. Certains éléments du mémoire font apparaître des éléments se rapportant à des réponses relatives à la gestion du réseau d'eau potable

De ce fait, la note méthodologique proposée est inadaptée au contexte de notre collectivité.

Au vu de ces éléments, il est proposé de ne pas inclure son offre dans l'analyse comparative.

Analyse comparative de l'intervention des candidats

| Candidat n°2 | Candidat n°3 |
|--|---|
| Siège : Paris avec une antenne sur Nantes Nombre de réunion sur site : 2 Assistance téléphonique pour certaines réunions (ouverture des plis) 1 juriste expert contrat de droit public 1 expert VRD et bâtiments 1 analyste financier, spécialiste contrat DSP 1 urbaniste <u>Références de proximité :</u> Aucune, mais intègre dans l'équipe un consultant expert du secteur de la petite enfance qui a travaillé avec la communauté de Communes de la Région de Blain (satisfaction de l'accompagnement : compétence et réactivité) | Siège : Strasbourg Nombre de réunions sur site : 4 1 juriste 1 auditeur juriste 1 auditeur RH 1 consultant finances 1 consultant finances/organisation Partenariat avec experts comptables <u>Références de proximité :</u> St Philbert-de-Grandlieu Ste Luce-sur-Loire |

Analyse comparative des coûts

| | Candidat n°2 | Candidat n°3 |
|----------|--------------|--------------|
| Prix TTC | 17 775 € | 20 970 € |

DECISION

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

POUR : 17

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

- **DECIDE** l'attribution du marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage au Cabinet ESPELIA de Paris pour un montant de 17 775.00 € TTC
- **DEMANDE** au Maire d'inscrire cette dépense au budget principal de la commune en section de fonctionnement.

Affaires scolaires : convention relative à l'utilisation des centres aquatiques de Nort-sur-Erdre et de Grandchamp-des-Fontaines/Treillières

La Communauté a confié à la société ADL-RECREA la gestion et l'exploitation des Centres aquatiques "Les Bassins d'Alphéa" et « Les bassins d'Ardéa » dans le cadre d'un contrat de délégation de service public.

Afin d'organiser l'accueil des établissements scolaires visés au contrat de délégation, il convient d'établir une convention tripartite régissant les droits et obligations des parties.

La programmation fixée est la suivante :

- Ecole Ste Marie : 18 créneaux
- Ecole Marcel Pagnol : 30 créneaux

Le coût annuel pour la collectivité est de 6 480 €.

DECISION

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

POUR : 17

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

- **APPROUVE** les termes des conventions proposées par le délégataire,
- **AUTORISE** M. le Maire à signer les conventions,
- **DEMANDE** au Maire d'inscrire cette dépense au budget principal de la commune.

Enfance-jeunesse : création d'un conseil de jeunes

En mars dernier, le conseil municipal avait été informé que la création d'un conseil de jeunes nécessitait de délibérer non seulement pour décider de sa création mais aussi pour en définir les modalités de fonctionnement (art L.1112-23 du Code Général de Collectivités Territoriales).

Le projet de règlement a été soumis à l'examen des élus membres de la commission en charge des affaires scolaires et enfance jeunesse.

Mme Sophie HERAULT, adjointe en charge des affaires scolaires enfance scolaire informe l'assemblée que la commission n'est pas favorable à la création d'un conseil de jeunes par manque de disponibilité des élus pour accompagner les projets et travaux des jeunes.

M. Pierrick MARAIS estime que les jeunes peuvent mener des actions sans la participation des élus ; le fonctionnement satisfaisant des services enfance jeunesse le prouve.

Les membres de la commission enfance jeunesse, affaires scolaires redoutent à devoir mener l'animation au sein des commissions. C'est une situation qu'ils vivent actuellement au sein des commissions du conseil municipal des enfants. Ils déplorent l'absence d'un agent référent sur ce domaine et précisent que certaines commissions ont été animées par une personne sous statut service civique.

M. Dany LECOQ indique que le mode de fonctionnement est frustrant pour les enfants qui souhaitent s'investir pour la commune. L'évolution des projets se fait selon un rythme qui ne leur convient pas.

DECISION

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

POUR : 0

CONTRE : 14

ABSTENTION : 3

C.LECLERC
P. MAILLARD
Y. TOULOUX

- **DECIDE** de ne pas créer de conseil de jeunes sur le territoire de la commune

Marchés publics : mise en place d'un groupement de commande pour l'achat de fournitures administratives

Conformément à l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et au Code Général des Collectivités Territoriales, les communes de :

- Sucé-sur-Erdre,
- Fay-de-Bretagne,
- Treillières,
- Saint-Mars-du-Désert,
- Granchamp-des-Fontaines
- Vigneux-de-Bretagne
- Héric
- Notre-Dame-des-Landes

ont souhaité dans un souci de rationalisation, d'optimisation des coûts et de mutualisation des expériences, grouper leur consultation pour l'acquisition de fournitures de bureau, de papier et d'enveloppes.

L'article 28 de l'Ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics permet de formaliser ce groupement de commande par une convention signée par ses membres. Cette convention définit les modalités de fonctionnement du groupement, elle est établie jusqu'à l'extinction des garanties contractuelles du marché.

Un membre de ce groupement sera chargé de préparer, signer et notifier les marchés pour le compte de tous les acheteurs concernés. Ces derniers seront alors solidairement responsables de l'exécution des obligations qui leur incombent.

L'article L1414-3 du CGCT prévoit la constitution d'une commission propre au groupement, composée, pour la Commune de Notre-Dame-des-Landes, d'un représentant titulaire et d'un suppléant, désignés parmi les membres à voix délibérative de sa Commission d'Appel d'Offres.

DECISION

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

POUR : 17

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

- **DE CONSTITUER** un groupement de commandes ayant pour objet l'acquisition de fournitures de bureau et de papier, entre les Communes de Sucé- sur-Erdre, Fay-de-Bretagne, Treillières, Saint-Mars-du-Désert, Granchamp-des- Fontaines, Vigneux-de-Bretagne, Héric et Notre-Dame-des-Landes.

- **D'AUTORISER** l'adhésion de la Commune de Notre-Dame-des-Landes au groupement de commandes,

- **D'ACCEPTER** les termes de la convention constitutive du groupement de commandes pour l'acquisition de fournitures de bureau, de papier et d'enveloppes, annexée à la présente délibération,

- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer la convention de groupement,

• **DE DESIGNER** le membre titulaire et le membre suppléant de la Commune de Notre-Dame-des-Landes à la commission spécifique du groupement :

- Membre titulaire : **M. Laurent PAPIN**
- Membre suppléant : **M. Pierrick MARAIS**

• **D'AUTORISER** la Commune de Notre-Dame-des-Landes, représentée par son Maire, à signer les marchés issus du groupement de commandes pour le compte des communes de Sucé-sur-Erdre, Fay-de-Bretagne, Treillières, Saint-Mars-du-Désert, Granchamp-des-Fontaines, Vigneux-de-Bretagne, Héric et Notre-Dame-des-Landes et ce, sans distinction de procédures ou de montants lorsque les dépenses sont inscrites au budget.

Finances : décision modificative sur le budget

Budget principal de la commune

| DEPENSES | | |
|--------------------------------------|--------------|-------------|
| FONCTIONNEMENT | | |
| INVESTISSEMENT | | |
| OPERATION 84 / MOULIN FOUCRE | | |
| 2031 | Frais Etudes | 1 250,00 € |
| OPERATION 92 / POLE ENFANCE JEUNESSE | | |
| 2313 | Construction | 1 427,76 € |
| ARTICLE 020 / DEPENSES IMPREVUES | | -2 677,76 € |
| TOTAL | | 0 |

Présentation de l'équilibre budgétaire du budget principal de la commune

| Chapitres | Libellé | RAR 2016 | BP 2017 | RAR + BP 2017 | dm1 | dm2 | dm3 |
|---|--|---------------------|---------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|
| DEPENSES DE L'EXERCICE / RESTES A REALISER | | 270 493,15 € | 786 253,08 € | 1 056 746,23 € | 1 056 746,23 € | 1 056 746,23 € | 1 056 746,23 € |
| 001 | Déficit antérieur | | | | | | |
| 10 | Dotations, fonds divers et réserves | | | | | | |
| 13 | Subventions d'investissement | | | | | | |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | 239 409,12 € | 158 189,51 € | 397 598,63 € | 627 598,63 € | 627 598,63 € | 627 598,63 € |
| 18 | Compte de liaison : affectation (budgets annexes) | | | 0,00 € | 0,00 € | | |
| 19 | Différences sur réalisations d'immobilisations | | | 0,00 € | 0,00 € | | |
| 20 | Immobilisations incorporelles | 1 550,00 € | 28 247,60 € | 29 797,60 € | 29 797,60 € | 29 797,60 € | 31 047,60 € |
| 204 | subvention d'équipement | | | 0,00 € | 0,00 € | | |
| 21 | Immobilisations corporelles | 12 973,64 € | 52 979,66 € | 65 953,30 € | 70 217,30 € | 70 898,30 € | 70 898,30 € |
| 22 | Immobilisations reçues en affectation | | | 0,00 € | 0,00 € | | |
| 23 | Immobilisations en cours | 16 560,39 € | 497 436,31 € | 513 996,70 € | 313 996,70 € | 320 548,85 € | 321 976,61 € |
| 27 | autre immobilisation financière | | | 0,00 € | 0,00 € | | |
| 020 | Dépenses imprévues | | 49 400,00 € | 49 400,00 € | 15 136,00 € | 7 902,85 € | 5 225,09 € |
| 040 | opération d'ordre de transfert entre section | | | | | | |
| 042 | Dotations aux amortissements | | | | | | |
| 045 | comptabilité distincte rattachée | | | | | | |
| RÉCETTES DE L'EXERCICE / RESTES A REALISER | | 219 341,27 € | 837 404,96 € | 1 056 746,23 € | 1 056 746,23 € | 1 056 746,23 € | 1 056 746,23 € |
| 001 | excédent antérieur reporté | | 6 153,83 € | 6 153,83 € | 6 153,83 € | 6 153,83 € | 6 153,83 € |
| 10 (sf 1068) | Dotations, fonds divers et réserves | | 140 307,23 € | 140 307,23 € | 140 307,23 € | 140 307,23 € | 140 307,23 € |
| 13 | Subventions d'investissement | 219 341,27 € | 127 333,43 € | 346 674,70 € | 346 674,70 € | 346 674,70 € | 346 674,70 € |
| 16 | Emprunts et dettes assimilées | | 332 500,00 € | 332 500,00 € | 332 500,00 € | 332 500,00 € | 332 500,00 € |
| 18 | Compte de liaison : affectation (budgets annexes) | | | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 19 | Différences sur réalisations d'immobilisations | | | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 20 | Immobilisations incorporelles | | | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 21 | Immobilisations corporelles | | | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 23 | Immobilisations en cours | | | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 27 | autres immobilisations financières | | | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 44 | TVA | | | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 021 | Virement de la section de fonctionnement | | 80 000,00 € | 80 000,00 € | 80 000,00 € | 80 000,00 € | 80 000,00 € |
| 024 | Produit des cessions d'immobilier | | | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 040 | Amortissement des immobilisations | | 14 242,60 € | 14 242,60 € | 14 242,60 € | 14 242,60 € | 14 242,60 € |
| 45 | Comptabilité distincte rattachée | | | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € |
| 1068 | Affectations des résultats (excédent fonctionnement N-1) | | 136867,87 | 136867,87 | 136867,87 | 136867,87 | 136867,87 |

Budget assainissement

| BUDGET ASSAINISSEMENT | | |
|---|-----------------|-----------------|
| Opération d'ordre | DEPENSES | RECETTES |
| OPERATION D ORDRE (AMORTISSEMENTS) | | |
| ARTICLE 777 SUBVENTION INVESTISSEMENT(13913) | | 0,67 € |
| ARTICLE 777 SUBVENTION INVESTISSEMENT(139118) | | 1 300,00 € |
| ARTICLE 13913 SUBVENTION INVESTISSEMENT | 0,67 € | |
| ARTICLE 139118 SUBVENTION INVESTISSEMENT | 1 300,00 € | |
| TOTAL | +1300.67 | +1300.67 |
| FONCTIONNEMENT | | |
| ARTICLE 627 Frais Bancaire | 150,00 € | |
| ARTICLE 022 Dépenses imprévues | -150,00 € | |
| TOTAL | 0 | 0 |

DECISION

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

POUR : 17

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

- **APPROUVE** les modifications sus présentées
- **DEMANDE** à M. Maire l'inscription de ces modifications au budget principal de la commune

Finances : demande de subventions pour la construction du multi-accueil

Vu la délibération en date du 27 mars 2017 portant sur l'affermissement de la dernière tranche du pôle enfance jeunesse conduisant ainsi à la construction d'un Multi-accueil
Vu la réactualisation du marché établi par la maître d'œuvre, l'Agence RENIER,

Un plan de financement prévisionnel est présenté aux membres de l'assemblée.

| Commune de Notre-Dame-des-Landes | | | |
|----------------------------------|--------------|---------------|--------------|
| Construction du Multi-accueil | | | |
| Plan de financement prévisionnel | | | |
| Dépenses | | Recettes | |
| travaux | 433 100,00 € | ETAT - DETR | |
| maîtrise d'œuvre | 30 500,00 € | REGION | 46 722,00 € |
| CSPS | 1 491,00 € | DEPARTEMENT | |
| CT | 2 130,00 € | CAF | 180 000,00 € |
| | | AUTRES (CCEG) | |
| | | COMMUNE | 240 499,00 € |
| Montant HT | 467 221,00 € | Montant | 467 221,00 € |

DECISION

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

POUR : 17

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

- **AUTORISE** la réalisation des travaux,
- **ADOpte** le plan de financement prévisionnel sus présenté,
- **DEMANDE** à M. le Maire de solliciter une subvention auprès de la Région des Pays-de-la-Loire au titre du Fonds de Développement des Communes de moins 5 000 habitants,
- **DEMANDE** à M. le Maire de solliciter une subvention auprès de la Caisse d'Allocations Familiales de Loire-Atlantique au titre de l'aide à l'investissement,
- **DEMANDE** à M. le Maire de solliciter un fonds de concours auprès de la Communauté de Communes d'Erdre et Gesvres.

Finances : attribution des subventions aux associations pour l'année 2017

M. Yannick TOULOUX, Adjoint en charge des Sports, Loisirs, Culture, Vie associative et Communication présente à l'assemblée les propositions de la commission quant aux montants des subventions attribuées aux associations en 2017.

Associations landaises

| Nom | 2015 | | 2016 | | 2017 | |
|---|--------------|---------|--------------|---------|--------------|---------|
| | Demande Asso | Commune | Demande Asso | Commune | Demande Asso | Commune |
| OCL | 850 € | 850 € | 500 € | 500 € | 1 700 € | 1 000 € |
| Bibliothèque | 2 630 € | 0 € | | | | |
| ADECA | 300 € | 300 € | | | | |
| Amicale Laïque | 1 100 € | 800 € | 300 € | 300 € | 300 € | 300 € |
| Amicale Motocycliste Landaise | | 370 € | | 370 € | 400 € | 400 € |
| Amis' Landes | 300 € | 300 € | 300 € | 300 € | 300 € | 300 € |
| Anciens combattants Prisonniers de Guerre / UNC - AFN | | 490 € | | 350 € | | 350 € |
| APEL de l'école Sainte Marie | | 300 € | 700 € | 400 € | 500 € | 400 € |
| Association Communale de Chasse Agréée | 400 € | 300 € | 450 € | 350 € | 450 € | 350 € |

| | | | | | | |
|----------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| Association des donneurs de sang | 500 € | 300 € | 500 € | 400 € | 400 € | 400 € |
| Badminton | 150 € | 200 € | 200 € | 200 € | 200 € | 200 € |
| ESL Section Football | 1 000 € | 1 000 € | 1 000 € | 1 000 € | 1 000 € | 1 000 € |
| Happy Feet | 400 € | 400 € | 500 € | 400 € | 500 € | 400 € |
| La Boule Landaise | | 350 € | | 350 € | | 350 € |
| Les Amis du Moulin de Foucré | | 600 € | 600 € | 600 € | 600 € | 600 € |
| Les P'tits Marcel | 750 € | 750 € | 500 € | 500 € | 1 300 € | 800 € |
| L'Hirondelle des Landes | 220 € | 220 € | 220 € | 220 € | 220 € | 220 € |
| L'Histoire du Pays Landais | | 250 € | | 250 € | | 250 € |
| Notre Dame Animation | 5 000 € | 5 000 € | 5 000 € | 5 000 € | 5 000 € | 5 000 € |
| Notre Dame Basket Club | 1 000 € | 800 € | 1 000 € | 600 € | 800 € | 600 € |
| Souvenir Français | | 160 € | 160 € | 160 € | 160 € | 160 € |
| Tennis Club Landais | 700 € | 700 € | 1 000 € | 800 € | 120 € | 800 € |
| VAL (Vehicule Amicale Landais) | | | 800 € | 400 € | 1 000 € | 500 € |
| TOTAL | 15 300 € | 14 440 € | 13 730 € | 13 450 € | 14 830 € | 14 380 € |

Associations hors commune

| Nom | 2015 | | 2016 | | 2017 | |
|--|--------------|----------|--------------|----------|--------------|----------|
| | Demande Asso | Commune | Demande Asso | Commune | Demande Asso | Commune |
| A Valentin HAUY | | | | 100,00 € | | 0,00 € |
| ADAPEI (Association départementale des amis et parents d'handicapés mentaux) | | | | 50,00 € | | 30,00 € |
| ADAR (Association d'aide aux personnes à domicile) | 2 604,45 € | 600,00 € | 2 604,00 € | 650,00 € | 1 805,04 € | 600,00 € |
| ADMR (Aide à domicile en milieu rural) | 550,00 € | 50,00 € | 650,00 € | 200,00 € | 650,00 € | 200,00 € |
| AFM Telethon | | | | | | 0,00 € |
| AFSEP (Association Française des Sclérosés en Plaques) | 50,00 € | 50,00 € | | 50,00 € | | 50,00 € |
| Alcool Assistance | | | | | | 0,00 € |
| AOPA (Association Onco Plein Air) | | 50,00 € | | 50,00 € | | |

| | | | | | | |
|--|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| APF (Association des Paralysés de France) | 1 000,00 € | 50,00 € | 1 100,00 € | 50,00 € | 1 000,00 € | 50,00 € |
| ASCODE | | 50,00 € | | | | |
| Association des Mutilés de la Voix | | 0,00 € | | 0,00 € | | 0,00 € |
| ATIOA (Ass des travailleurs indépendants Ouest Atlantique) | | | | | 690,00 € | 0,00 € |
| Briacé | | 10,00 € | | | | |
| CFA BTP St Herblain (Centre de Formation d'Apprentis) | 110,00 € | 110,00 € | | 70,00 € | | 75,00 € |
| CFA Le Mans (Centre de Formation d'Apprentis) | | | | | | 15,00 € |
| Comité de souvenir du Maquis de Saffré | | 30,00 € | | 30,00 € | | 30,00 € |
| EPE 44 (Ecole des Parents et des Educateurs) | | | 277,00 € | 50,00 € | 440,00 € | 0,00 € |
| Gym St Sauveur | | | | | | 0,00 € |
| Les Eaux Vives | 301,05 € | 0,00 € | | 0,00 € | 301,05 € | 0,00 € |
| Les Restau du Cœur | 387,00 € | 50,00 € | | 50,00 € | | 0,00 € |
| Ligue des droits de l'homme | | 0,00 € | | 0,00 € | 60,00 € | 0,00 € |
| Lycée de l'Erdre | | | | | | |
| MFR Champigné (Maison Familiale Rurale) | | 10,00 € | | | | |
| MFR Plessé (Maison Familiale Rurale) | | 10,00 € | | | | |
| MFR St Etienne de Montluc (Maison Familiale Rurale) | | | | | | |
| Prévention routière | | | | 50,00 € | | 50,00 € |
| Rêve de clown | | | | | | 0,00 € |
| SOS Paysan en difficulté | | 50,00 € | | 50,00 € | | 50,00 € |
| SOS Solidarité des femmes | 200,00 € | 50,00 € | | | | 0,00 € |
| Vivre à Domicile | 200,00 € | 50,00 € | 200,00 € | 50,00 € | 200,00 € | 50,00 € |
| TOTAL | 5 402,50 € | 1 220,00 € | 4 831,00 € | 1 500,00 € | 5 146,09 € | 1 200,00 € |

Monsieur Jean-Yves SOUDY fait remarquer qu'il est important d'aider les nouvelles associations qui s'investissent doublement les premières années pour proposer une nouvelle activité aux habitants de la commune.

DECISION

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

POUR : 17

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

- **APPROUVE** ces propositions,
- **DECIDE** d'attribuer les subventions selon les montants sus-mentionnés.

Foncier : cession d'un délaissé communal au Brédeloup

Par délibération en date du 14 septembre 2015, le Conseil municipal avait constaté la désaffectation de la voirie communale au lieu-dit "Le Brédeloup" et a décidé d'engager une procédure de cession de ce délaissé aux propriétaires riverains prévue par l'article L 112-8 du Code de la voirie routière.

Ce délaissé communal sis à la hauteur des parcelles cadastrées K n°858, 967 et 968, d'une superficie de 330 m² est situé en zone Ah2 du Plan Local d'Urbanisme de la commune.

Le service France Domaine a été sollicité et la valeur vénale du délaissé communal pourrait être fixée à 60 € le m².

Le dossier a fait l'objet d'un examen du bureau municipal qui propose de céder ce délaissé au prix de 12 €/m².

La réalisation du document d'arpentage et les frais de notaire restent à la charge de l'acquéreur.

Mme Caroline LECLERC, Adjointe en charge de l'urbanisme et du développement durable, relève l'importance de fixer un prix en cohérence avec le prix des cessions déjà réalisées.

DECISION

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

POUR : 17

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

- **APPROUVE** la proposition des membres du bureau municipal
- **FIXE** le prix de vente de ce délaissé à 12 € le m², les frais de bornage et de notaire restant à la charge de l'acquéreur,
- **DECIDE** de céder pour le délaissé communal sis à la hauteur des parcelles cadastrées K n°858, 967 et 968
- **DEMANDE à M. le Maire** d'engager toutes les démarches conduisant à la réalisation de cette vente
- **AUTORISE M. le Maire** à signer tous les documents nécessaires à cette cession.

**Foncier : conditions de vente de la parcelle K 1059
à la société VIABILIS Aménagement**

Par délibération en date du 30 janvier 2017, le conseil municipal avait confié à la société VIABILIS Aménagement l'aménagement des parcelles cadastrées section K n° 1059, 1073, 1077,

| Section | N° | surface | Propriétaire |
|---------|------|------------------|---|
| K | 1059 | 00 ha 44 a 82 ca | Communauté de Communes Erdre et Gesvres |
| K | 1073 | 00 ha 01 a 21 ca | Commune de Notre-Dame-des-Landes |
| K | 1077 | 00 ha 13 a 07 ca | Commune de Notre-Dame-des-Landes |

Les modalités de cession de la parcelle K n° 1059 étaient définies de la manière suivante :

- cession par la CCEG pour un montant de 140 000 € à la société VIABILIS Aménagement, la commune prenant à sa charge le différentiel du cout réel de cession soit 2 390.07 €,

VIABILIS aménagement, acceptant d'acheter la parcelle à la Communauté de Communes Erdre et Gesvres au prix de vente de 142 390.07 €, il convient de modifier les modalités de cession actées par la délibération du 30 janvier 2017.

| | |
|--|--------------|
| Prix d'acquisition à sa valeur initiale | 135 000.00 € |
| Frais, droits et honoraires afférents à l'acte authentique | |
| Frais de gestion CCEG (4% du prix d'acquisition) | 7 390.07 € |
| Frais, impôts, taxes supportés par la CCEG en sa qualité de propriétaire | |
| Prix de cession du terrain | 142 390.07 € |

DECISION

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

POUR : 17

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

- **DECIDE** de rapporter la délibération n°2015-88 en date du 16 novembre 2015 portant sur la décision d'acquérir la parcelle section K n°1059
- **DECIDE** de rapporter la délibération n°2017-002 du 30 janvier 2017 portant sur les modalités de cession des parcelles section K 1059, 1073, 1077,
- **DECIDE** de confier à la société VIABILIS Aménagement l'aménagement des parcelles cadastrées section K n° 1059, 1073, 1077,

- **APPROUVE** la cession de la parcelle K n° 1059 par la Communauté de Communes Erdre et Gesvres, pour un montant de 142 390.07 € à la société VIABILIS Aménagement,
- **APPROUVE** la cession des terrains K n° 1073 et K n°1077 dont une parcelle de 420 m² sera conservée par la commune après viabilisation à la charge de la société VIABILIS Aménagement,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer l'acte de vente des parcelles selon ces modalités sus-décrites
- **DONNE** à Monsieur le Maire tout pouvoir pour l'exécution de la présente délibération

Urbanisme : Droit de préemption urbain

Subdélégation au Maire

Le Conseil Municipal avait approuvé le transfert à la Communauté de Communes d'Erdre et Gesvres de la compétence en matière de plan local d'urbanisme intercommunal et de droit de préemption urbain.

Le 2 juillet 2014, le conseil communautaire de la CCEG avait à son tour délibéré pour déléguer le droit de préemption urbain aux communes sur les zones U et AU des PLU, en dehors de celles à vocation économique pour lesquelles la CCEG reste compétente.

L'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales permet au Conseil Municipal de déléguer une partie de ses attributions au Maire et notamment l'exercice au nom de la commune du droit de préemption urbain, que la commune en soit titulaire ou délégataire, comme c'est désormais le cas pour Notre-Dame-des-Landes.

Le 13 octobre 2014, le conseil municipal avait délibéré sur ces dispositions. Il est cependant nécessaire de rapporter cette délibération entachée d'illégalité.

DECISION

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

POUR : 17

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

- **RAPPORTE** la délibération n°2017-081 en date du 13 octobre 2014,
- **CHARGE** Monsieur le Maire en application de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales par subdélégation et pour la durée de son mandat d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire sur les zones U et AU des PLU en dehors de celles à vocation économique pour lesquelles la CCEG est directement compétente
- **DELEGUE** l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal.

Le Conseil Municipal sera tenu informé de l'ensemble des décisions prises dans le cadre de sa délégation conformément à l'article L.2122-23 du code général des collectivités territoriales.

**Présentation du rapport d'activités 2016
de la Communauté de Communes d'Erdre et Gesvres**

M. le Maire présente à l'assemblée le rapport d'activités 2016 de la Communauté de Communes d'Erdre et Gesvres.

DECISION

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

POUR : 17

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

- **PREND ACTE** du rapport d'activités 2016 de la communauté de Communes d'Erdre et Gesvres

**Eau potable : présentation du rapport d'Atlantic'eau
sur le prix et la qualité de l'eau**

Monsieur Philippe OLIVIER, conseil municipal délégué titulaire auprès d'Atlantic'eau présente à l'assemblée le rapport d'Atlantic'eau sur le prix et la qualité de l'eau.

DECISION

Après en avoir délibéré, le conseil municipal

POUR : 17

CONTRE : 0

ABSTENTION : 0

- **PREND ACTE** du rapport d'Atlantic'eau 2016 sur le prix et la qualité de l'eau

Relevé de décisions

Néant

Affaires diverses

Gazette octobre 2017

| Distribution par La Poste | |
|--|--------------------------------|
| Date | Désignation |
| Distribution en régie | A partir du 14 octobre 2017 |
| Dépôt BAT chez l'imprimeur | 6 octobre 2017 |
| Mise au point entre graphiste et mairie | Du 2 octobre au 6 octobre 2017 |
| Remise des articles et photos au graphiste | 29 septembre 2017 |
| Remise des articles des élus | 25 septembre 2017 |

M. le Maire informe l'assemblée que la distribution dans les boîtes aux lettres sera assurée par les élus.

Repas des aînés

Mme Sophie HERAULT précise que toutes les invitations ont été distribuées dans les boîtes aux lettres.

Multi-accueil

M. le Maire informe l'assemblée qu'une réunion avec l'Agence RENIER est fixée **le 17 octobre 2017 à 10h.**

Les membres du comité de pilotage y sont conviés : Myrtille GOUPIL, Marie-Odile FOUCHER, Pierrick MARAIS et Yannick TOULOUX.

Agence postale

M. le Maire demande aux élus de constituer un groupe de travail sur la mise en place d'une agence postale.

Le groupe de travail est constitué de Patrick MAILLARD, Myrtille GOUPIL, Yannick TOULOUX et Marie-Odile FOUCHER.

Une rencontre est déjà programmée **le jeudi 28 septembre 2017 à 9h dans le bungalow C** avec un représentant de la Poste.

PLUi

Le bureau d'études IRH présentera le diagnostic des eaux pluviales **le lundi 2 octobre 2017 à 14h dans le bungalow C.**

Finances

Une commission finances est fixée **le mardi 17 octobre 2017 à 20h dans le bungalow C.**

L'ordre du jour étant épuisé, M. le maire lève la séance à 23h15.

La prochaine séance du conseil municipal est fixée le lundi 23 octobre 2017

| | | | |
|---------------------------------|----------------------------|---------------------------------|-------------------------|
| Isabelle DUGAST | Marie-Odile FOUCHER | Myrtille GOUPIL | Sophie HERAULT |
| Isabelle KHALDI-PROVOST | Caroline LECLERC | Dany LECOQ | Patrick MAILLARD |
| Nathalie MARAIS-CHARTIER | Pierrick MARAIS | Ghyslaine MORTIER-DORIAN | Jean-Paul NAUD |
| Philippe OLIVIER | Laurent PAPIN | Bruno SIEBENHUNER | Jean-Yves SOUDY |
| Yannick TOULOUX | | | |

